



uniterre

JUILLET 2020  
N° 3 65<sup>e</sup> ANNEE  
JAB 2518 NOOS

[WWW.UNITERRE.CH](http://WWW.UNITERRE.CH)

UNE ALIMENTATION  
de qualité pour tous

POUR UN PAYS  
solidaire, prospère et durable

MISE EN LUMIERE  
des limites du modèle agro-alimentaire

# LE JOURNAL PAYSAN INDÉPENDANT



# APPEL À LA RAISON

## EDITORIAL

VANESSA RENFER  
PAYSANNE ET SECRÉTAIRE D'UNITERRE

En avril, nous avons interpellé le Conseiller fédéral Guy Parmelin dans une lettre ouverte où nous dénonçons les aberrations des décisions récentes concernant les importations de viande de bœuf et d'œufs en particulier. En avril également, nous avons fait connaître notre totale opposition à l'importation d'un contingent de 1000 tonnes de beurre pour faire face à la pénurie annoncée sur le marché indigène, une demande formulée par l'IP lait. En mars, nous nous sommes battus aux côtés des maraîcher.ère.s pour obtenir la réouverture des marchés dans les villes, avec succès heureusement.

C'est un appel à la raison et au bon sens que nous formulons au gré de nos revendications. La crise du coronavirus révèle sans ambiguïtés nos besoins les plus primaires: être en sécurité, se nourrir, se désaltérer, conserver sa dignité humaine. Quand l'improbable se produit, et que les frontières se ferment, être autonome c'est être libre. Alors que la digitalisation nous offre sur un plateau la mondialisation à faible coût, pour une nation riche comme la nôtre, le choc fut d'autant plus frappant lorsque nous avons réalisé que nous étions bien peu de chose sans les apports de pays lointains, dont nous exploitons les ressources sans vergogne: main d'œuvre, production agricole, production de biens courants. Sous couvert d'assurer la sécurité des citoyen.ne.s, la classe politique a réagi de façon somme toute prévisible. Faciliter les importations, c'est une réaction dans l'urgence. Fermer les marchés urbains, c'est éviter de trop réfléchir aux solutions possibles pour soutenir les producteur.rice.s. Et distribuer des milliards, parce que du temps, il en manquait peut-être, mais de l'argent, certainement pas. Tant mieux si cela a permis de sauver nos PME.

De nombreux.se.s citoyen.ne.s ont présenté cependant une réaction diamétralement différente. Ils ont osé la réflexion et la solidarité. Ils ont repris le chemin des fermes pour se nourrir localement. Ils ont confectionné des masques en tissu, avec ce qu'ils avaient à disposition. Ils se sont improvisé enseignant.e.s. Ils ont répondu à l'appel des centres hospitaliers pour offrir un soutien bénévole aux équipes soignantes. Ils ont usé de leur talent pour témoigner de leur reconnaissance envers tous les métiers indispensables, ceux qui sont les plus mal payés aussi. Ils se sont occupés des personnes âgées ou vulnérables. Face à l'inconnu de la crise sanitaire, la meilleure chance d'un peuple pour recouvrer ou conserver son autonomie, c'est la solidarité, le partage et l'action commune. Pour de nombreux.se.s Suisse.sse.s, ce fut d'abord une obligation. Mais dans bien des cas, cela a fini par devenir un plaisir, et donner une nouvelle saveur à la vie. •



## LES IMAGES DU MOIS

A Genève:  
Solidarité avec les personnes dans la précarité  
Pénurie de masques  
Reconnaissance des métiers essentiels



Nous avons tous déjà entendu les plaintes sur le prix trop élevé des produits alimentaires. Lorsque nous sommes dans le rôle de la consommatrice ou du consommateur nous avons des exigences de qualité, mais nous comparons les prix pour faire une bonne affaire.

# UNE ALIMENTATION DE QUALITÉ POUR TOUTES ET TOUS !

RUDI BERLI  
MARAÎCHER ET SECRÉTAIRE D'UNITERRE

En effet, l'alimentation est malheureusement une variable d'ajustement du budget des ménages. Car nous n'avons guère le choix quand il s'agit du loyer, des assurances maladies, du prix des énergies, des transports ou des autres frais. Une grande partie de la population et des ménages subit une pression économique toujours plus grande. Pire encore, dans un des pays les plus riches du monde, 7,9% de la population, soit quelque 660'000 personnes, sont touchées par la pauvreté en termes de revenu (OFS, 2019). Nous avons également en mémoire les images récentes et choquantes des longues queues devant la distribution d'aide alimentaire. A fin avril, près de 7'500 personnes vivant à Genève avaient déjà bénéficié d'un soutien alimentaire. Ces actions de solidarité et de charité sont certes nécessaires et salutaires, mais c'est un emplâtre sur une jambe de bois. C'est aussi le cas quand l'aide alimentaire prend le rôle de lutte contre le gaspillage alimentaire. La reconnaissance du droit à l'alimentation comme droit humain fondamental doit aussi permettre de choisir librement son alimentation en conservant sa dignité.

Au niveau politique, l'argument d'un renchérissement des denrées alimentaires est régulièrement utilisé pour bloquer l'évolution nécessaire vers un système alimentaire plus durable, comme nous l'avons encore vécu récemment avec l'initiative pour la souveraineté alimentaire et celle pour des aliments équitables.

**DÉPENSES ALIMENTAIRES ET COÛT DE LA MALNUTRITION.** La recherche en nutrition est peu développée en Suisse, mais les facteurs de risque liés à l'alimentation représentent 15% des décès en Europe occidentale. L'impact direct de l'alimentation est difficile à estimer. L'enquête alimentaire suisse dont les résultats ont été publiés en 2017 nous apprend que 50% des hommes et 33% des femmes souffrent de surpoids ou d'obésité. La malnutrition touche également très fortement les jeunes. Les maladies cardio-vasculaires, le diabète et certains cancers liés à une alimentation de mauvaise qualité sont en augmentation. En Suisse les dépenses pour la santé représentent 816 CHF par personne par mois, dont 30% sont prises en charge par la collectivité. Au niveau des dépenses alimentaires la dépense est de 545 CHF par personne et par mois (y compris restauration). Source: OFS 2019

**MISSION RATÉE.** L'agriculture industrielle et productiviste produit des matières premières à bas coût en quête permanente d'amélioration de la compétitivité sur un marché globalisé. Elle est complètement intégrée dans les industries transformatrices et la grande distribution. Cette agriculture nourrit l'essentiel de la population avec un modèle "low-cost" dont bénéficient l'industrie agroalimentaire et la grande distribution. Dans sa déclinaison biologique, elle propose une qualité réservée à une population disposant d'un pouvoir d'achat élevé et elle nourrit l'illusion de la liberté du choix. Ce modèle agricole ne cesse pas de vider les campagnes en détruisant deux fermes par jour en Suisse, les revenus des paysan.

ne.s et des travailleur.euse.s de la terre sont indécents, il dépossède les paysan.ne.s de leurs savoir-faire et il a un impact négatif sur les paysages, la biodiversité et les écosystèmes.

**L'AGRICULTURE PAYSANNE** de son côté défend la souveraineté alimentaire, l'agroécologie et la lutte contre le libre-échange. Elle développe des circuits alternatifs de distribution comme le commerce équitable, l'agriculture contractuelle de proximité ou encore les magasins et marchés de producteur.trice.s, qui remettent l'alimentation au service des populations et des territoires. Ces réponses renforcées par des labels de qualité, favorisant les circuits courts et un accès à la restauration collective sont nécessaires mais insuffisantes car elles n'ont pas pour perspective une transformation sociale. Les deux modèles ne peuvent pas coexister d'autant plus que le modèle paysan est systématiquement défavorisé par les politiques libérales de dérégulation des marchés.

**LA SÉCURITÉ SOCIALE ALIMENTAIRE.** Pour sortir de cette situation plusieurs associations françaises dont l'ISF (Ingénieurs sans frontière) et la Confédération Paysanne proposent la mise en place de la sécurité sociale alimentaire sur le modèle de la sécurité sociale française qui a fait de la santé un bien commun. Cette sécurité sociale alimentaire est une mise en œuvre de la démocratie alimentaire et permettrait également de développer la souveraineté alimentaire d'une population en ancrant le droit à une alimentation de qualité comme un objectif des politiques publiques.

L'avantage de la sécurité sociale alimentaire est qu'il est aussi tout à fait possible de mener des expérimentations sur les critères de choix et de financement à l'échelle locale, pour arriver à un débat plus large sur une caisse nationale. La sécurité sociale de l'alimentation a pour but d'assurer l'accès de toutes et tous à une alimentation choisie et de qualité. Pour cela, chaque individu reçoit un budget de 200 CHF par mois (enfants compris) réservé à l'achat de produits conventionnés selon un processus démocratique. Le financement serait assuré par des cotisations sociales. Cela permettrait d'envisager une bien meilleure alimentation, tout en laissant la liberté de se procurer des aliments non conventionnés.

Le conventionnement concerne les professionnel.le.s de l'agriculture et de l'alimentation, y compris la restauration hors domicile. Quelques critères importants de conventionnement envisageables :

- Lorsque les producteur.trice.s sont maîtres des filières (vente directe, coopérative de transformation, magasins de producteurs), ils pourront, à condition de respecter les règles de production qui seront établies, être conventionnés pour l'ensemble de leur production.
- Lorsque la filière comporte des acteur.trice.s de la transformation, de la distribution ou de la revente, les produits

conventionnés devront respecter les règles de production établies ainsi qu'un engagement pluriannuel des commerçant.e.s sur les volumes et des prix définis en fonction du coût de production.

- Pour les produits conventionnés qui seront importés, les cahiers des charges d'importation pourraient généraliser les exigences du commerce équitable.
- Le respect de la diversité des régimes alimentaires pour veiller à ce que la majorité ne puisse exclure des minorités de cet accès.

#### CE SYSTÈME PERMETTRAIT DE :

- Accompagner le développement et la généralisation d'une alimentation de qualité et d'une agriculture paysanne et ainsi sortir d'un système alimentaire destructeur pour l'emploi, l'environnement et la santé.
- Se donner les moyens d'une réelle souveraineté alimentaire en sortant la production et la transformation de l'alimentation de la logique du marché.
- Assurer une rémunération plus juste des paysan.ne.s pour leur permettre de produire dans de meilleures conditions, pour eux et pour l'environnement. •

Source:

<https://isf-france.org/articles/une-alimentation-choisie-et-de-qualite-pour-toutes-et-tous>

## N'OUBLIEZ PAS VOTRE COTISATION À UNITERRE !

Nous avons reçu à ce jour 75% de vos cotisations, et nous vous en remercions infiniment.

Nous en profitons pour souhaiter la bienvenue aux nombreux nouveaux membres !

Il nous manque cependant encore un quart des cotisations. Uniterre tourne en grande partie grâce à votre cotisation. Quand celles-ci n'arrivent pas à temps, cela met Uniterre dans une situation délicate.

MERCI D'Y PENSER CES PROCHAINS JOURS !

Banque Raiffeisen Broye Vully Lacs  
1564 Domdidier  
CCP de la Raiffeisen 17-1378-2  
IBAN CH51 8080 8001 7187 4383 5



# POUR UN PAYS SOLIDAIRE, PROSPÈRE ET DURABLE

MICHELLE ZUFFEREY  
SECRÉTAIRE D'UNITERRE

Plusieurs articles dans ce journal parlent des leçons apprises durant la pandémie et évoquent des pistes pour le futur. Une réflexion globale et multidisciplinaire doit être menée à l'exemple de la Belgique qui a élaboré de manière collaborative un plan de transition "vers une économie inclusive, coopérative et circulaire".

**LE PLAN SOPHIA, POUR LA TRANSITION EN BELGIQUE.** Le 14 mai, un groupe de scientifiques et d'entrepreneurs de la transition écologique, le Resilience Management Group (RMG) a présenté un plan de transition pour "construire une Belgique solidaire, prospère et durable".

**LES CONSTATS.** Forts des leçons apprises lors de la pandémie, un groupe de plus de 100 scientifiques et 182 entreprises ont élaboré de manière collaborative un plan de transition <sup>1</sup> "vers une économie inclusive, coopérative et circulaire qui opère dans les limites de la planète et respecte d'autres valeurs que la concurrence et l'obsession du moins cher". Une économie qui se développe en tenant compte des limites planétaires et des besoins des personnes les plus fragiles.

**PLUS DE 200 MESURES PROPOSÉES.** Ce plan pour une relance durable post-COVID, propose plus de 200 mesures réparties dans 15 domaines, à savoir:

- **AGRICULTURE ET ALIMENTATION:** Pour une agriculture basée sur des principes agroécologiques, c'est-à-dire sur une alimentation durable, autonome et résiliente en recréant de la valeur sur l'ensemble des maillons de production-transformation-distribution et consommation.
- **CONSOMMATION DURABLE:** Etablir de nouvelles règles de marché favorables aux biens et services durables. Soutenir l'innovation durable et circulaire par le biais de la demande (marchés publics, achats groupés, avantages sociaux aux employés, ...) et inciter les citoyens à consommer de manière responsable, en agissant sur les prix mais aussi sur des paramètres tels que les durées de garantie. Veiller à restreindre les opportunités de marché pour les solutions destructrices des écosystèmes et non socialement responsables.
- **PRODUCTION RESPONSABLE ET RELOCALISATION:** Tirer les leçons de la crise actuelle et retrouver des chaînes de valeur qui garantissent la sécurité d'approvisionnement pour tous les biens 'essentiels'. En profiter pour favoriser la réindustrialisation (et la création d'emplois) tout en réduisant les transports.
- **L'AIDE AUX ENTREPRISES,** dans le but de favoriser le développement des activités respectueuses de l'environnement (climat, biodiversité, ressources, ...) et créatrices d'emplois durables. Financement des aides par l'arrêt rapide de tous les soutiens directs et indirects aux combustibles fossiles.
- **FISCALITÉ:** Utiliser la fiscalité pour stimuler une transition environnementale juste et économiquement efficace. L'impôt permet de financer les services publics, il contribue à réduire les inégalités et il est un puissant outil contracyclique. En outre, il peut influencer favorablement les comportements, en augmentant le prix relatif de ce qui est jugé nocif pour l'individu, pour la collectivité ou pour les générations futures, et cela en proportion de cette nocivité.
- **LES AUTRES DOMAINES** pour lesquels des mesures sont également proposées sont: Bâtiments et aménagement du territoire; Energie; Banques, assurances, fonds de placement; Démocratie, état et pouvoirs publics; Mobilité; Santé; Sécurité sociale, nouveau contrat social, emploi; Enseignement et éducation; Coopération au développement; Transition intérieure.

**ET EN SUISSE.** Ces derniers mois, les collectifs cantonaux des jeunes pour le climat, les syndicats, des associations pour l'environnement et des citoyen.ne.s se sont mobilisés, citons ici les manifestations par le biais des réseaux sociaux les 17 avril (Je soutiens les paysans, je mange local et pas qu'en temps de crise) et 15 mai, les pétitions cantonales pour la mise en œuvre de la Souveraineté alimentaire et pour des actions concrètes en faveur du climat dans le canton de Vaud, à Genève, Fribourg et dans le Jura, et l'appel du 4 mai <sup>2</sup> "Pour un redémarrage humaniste, local et durable", amené au Parlement à Berne pour l'ouverture de la session. Un changement radical du système vers une société où la justice sociale et climatique est la priorité exige une réflexion globale et systémique, transdisciplinaire et participative. Et si ensemble, on adaptait le plan SOPHIA à la Suisse? •

## SOURCES:

<sup>1</sup> <https://www.groupeone.be/plansophia/>

<sup>2</sup> <https://appeldu4mai.ch>

plus de 60'000 signatures récoltées fin mai.  
Objectif: 100'000 signatures.

## COVID-19 : FERMETURE DES MARCHÉS

MATHIAS STALDER  
SECRÉTAIRE D'UNITERRE

En adoptant l'ordonnance 2 sur les mesures destinées à lutter contre le coronavirus, le Conseil fédéral a interdit les marchés hebdomadaires à la mi-mars 2020. Uniterre a vivement critiqué l'inégalité de traitement par rapport aux commerces d'alimentation. Le respect des règles de conduite et d'hygiène peut, à notre avis, être mis en œuvre avec beaucoup moins d'efforts en plein air que dans des espaces confinés. Toutefois, certains stands de denrées alimentaires ont été autorisés à poursuivre leurs activités. Nous avons donc fait pression dans différentes villes pour que les marchés puissent ouvrir à nouveau en respectant des concepts de protection et avons fondé un réseau national dans cette perspective. En collaboration avec les représentants des marchés locaux, ce réseau a eu du succès entre autres à Genève, Fribourg, Bienne, Berne et Bâle. Le 8 avril 2020, le marché de La Chaux-de-Fonds a été le premier à rouvrir, sous les conditions suivantes: réparti sur plusieurs places et rues et limité à 10 stands, mais ouvert tous les jours. Le sociologue Claude Bezençon s'est engagé avec succès en ce sens et a écrit: "La fermeture des marchés a été ressentie jusque dans les tripes comme une sorte de tentative de passage en force de modes de production et de consommation destructeurs des géants de l'agro-alimentaire, un peu comme un coup d'État de ceux qui vendent des fraises hors saison contre celles et ceux qui veulent respecter la saisonnalité et la régionalité des produits, favoriser des modes de production agricole extensifs (production intégrée, et de plus en plus biologique)."

**AVEC UNE MOTION (20.3235)** déposée par le conseiller national Kilian Baumann au début du mois de mai 2020, le Conseil fédéral est désormais chargé "de prendre les mesures nécessaires pour que les marchés alimentaires puissent fonctionner de manière sûre et uniforme dans toute la Suisse, même en cas de pandémie..." Les marchés sont essentiels pour la sécurité alimentaire de la population et constituent une importante source de revenus pour les paysan.ne.s, surtout en temps de crise. •







# LE SYSTÈME ALIMENTAIRE SUISSE MIS AU DÉFI

MATHIEU GENOUD  
UNITERRE, MARAÎCHER

La mise en lumière des limites du modèle agro-alimentaire suisse lors de la Covid-19, a démontré l'urgence nécessaire d'une réorientation radicale de l'agriculture suisse. Quelques leçons et pistes tirées de cette expérience pour la mettre à profit pour **les paysannes et artisanes\*** de bouche et la population.

Pour celles qui doutaient encore de la fragilité du système alimentaire mondial dans lequel est insérée la Suisse, la pandémie du début d'année aura eu le mérite de clarifier la situation.

**COVID-19, LES MESURES DES DÉCIDEURS.** D'un côté, des politiques bornées à soutenir un modèle industriel globalisé qui ont mis tout en œuvre pour que les mesures sanitaires prises pour endiguer la maladie perturbent le moins possible la circulation internationale des marchandises et de la main d'œuvre agricole. Sans ces deux composantes, aujourd'hui l'approvisionnement alimentaire n'est plus assuré. Les autorités ont d'une part augmenté les quotas d'importation, limité les obligations d'étiquetage et passé outre les normes sanitaires pour les voyages des travailleuses détachées. De l'autre, elles ont fermé les marchés de productrices et subventionné le stockage de produits suisses. Ceci afin de permettre de remplir les rayons des supermarchés sans péjorer les (marges des) grands distributeurs et de garantir l'essentiel des travaux aux champs sans majoration des coûts de production.

**LA SITUATION DE LA POPULATION.** Face à cela, une partie de la population s'est retrouvée dans le besoin urgent d'assistance alimentaire après 1 mois de confinement. La précarité est une réalité en Suisse. La pandémie l'a rendue visible et nous devons tout mettre en œuvre pour que dans notre pays tout le monde ait accès à une alimentation saine. Relevons ici que les personnes les plus nécessiteuses, celles qui ont le moins d'emprise sur leur alimentation, ont bénéficié de la solidarité collective qui a réussi à leur éviter la faim.

« LA PANDEMIC A ÉGALEMENT  
PROVOQUÉ UN AUTRE RAPPORT  
À L'ALIMENTATION ET À CELLES  
QUI LA PRODUISENT  
LOCALEMENT. »

Les personnes qui le pouvaient ont fait le choix de reprendre le chemin des points de vente directe et de transformation artisanale et se sont remises à consommer plus de produits frais locaux et de saison. Les circuits courts ont été plébiscités et du lien s'est recréé entre productrices et consommatrices.

**LES RÉPONSES DES PAYSANNES ET DES ARTISANES.** En réponse à cette demande, les paysannes et artisanes se sont démenées pour garantir l'approvisionnement de la population malgré les limitations sanitaires et économiques imposées par l'État. Alors que les activités "non essentielles" ont été mises à l'arrêt et que la machine économique se grippait, ces travailleuses d'habitude peu valorisées, ont en cette période redoublé d'efforts et pris des risques au même titre que les professionnelles de la santé et toutes les professions invisibilisées de la reproduction sociale. N'en déplaise aux adeptes du libre-échange et de la globalisation des marchés, cette crise est venue nous rappeler que l'agriculture paysanne locale est un des piliers du fonctionnement sociétal qui ne peut s'arrêter! Souvenons-nous à l'avenir de l'importance des paysannes et artisanes et inscrivons cette solidarité sur la durée.

**DES LEÇONS À CONCRÉTISER DANS LA POLITIQUE AGRICOLE.** Ainsi, peu avant la finalisation de la "Politique Agricole 2022+", cette pandémie renforce notre conviction que seule la mise en œuvre de la souveraineté alimentaire nous offre l'opportunité de repenser la transition vers des systèmes alimentaires résilients ayant un impact minimal sur l'environnement et les écosystèmes et capables de nourrir les populations et de maintenir une agriculture paysanne locale diversifiée. La pression devra s'exercer à tous les échelons démocratiques, en démarrant au niveau le plus local, et s'appuyer sur une implication populaire forte et une alliance large.

**POUR UNE APPROCHE SYSTÉMIQUE ET GLOBALE.** Saisissons donc l'occasion, à la sortie de cette nouvelle crise, d'orienter les cadres réglementaires pour qu'enfin ils favorisent les productrices et artisanes et non les grands transformateurs et distributeurs, des marchés équitables et des prix rémunérateurs pour le secteur primaire ici et à l'international, la diversification des structures et des méthodes de production et non leur uniformisation, l'augmentation et non l'agrandissement des domaines agricoles, la recherche de terrain et pas celle des labos biotechnologiques, les savoir-faire et outils paysans et non les industriels de la robotique et du numérique, la cohabitation avec les écosystèmes naturels et non la guerre pétrochimique contre le vivant. •

\* Le féminin englobe évidemment l'ensemble des genres et a été choisi seul par contrainte d'espace.

## COVID-19 : RÉACTIONS CANTONALES

MATHIAS STALDER  
SECRETARE D'UNITERRE

En avril 2020, Stéphane Florey, membre UDC du Grand Conseil genevois, a déposé une motion visant à augmenter le degré d'autosuffisance du canton frontalier. Il a fait valoir que la pandémie avait ramené la souveraineté alimentaire sur le devant de la scène. Il évoque ainsi la très forte dépendance aux importations de denrées alimentaires, la vulnérabilité qu'elles engendrent et appelle à la régionalisation de la production alimentaire. Le Conseil d'État genevois est appelé à élaborer un plan stratégique pour faire passer le degré d'autosuffisance de 20 à 40% (!). En collaboration avec les milieux politiques, nous discutons des possibilités de renforcer la souveraineté alimentaire dans les autres cantons. Il est ici primordial de mettre l'accent non seulement sur les aspects de productivité, mais également sur des prix et des conditions de travail équitables, ainsi que sur les impacts environnementaux. Il faut inclure dans l'argumentation la promotion de structures régionales et directes de transformation, de stockage et de commercialisation, ainsi que la revendication de pratiques écologiques et peu gourmandes en ressources. La promotion et l'augmentation de l'autosuffisance en aliments de provenance végétale peuvent être une mesure dans ce domaine. Nous avons perdu la votation sur l'initiative pour la souveraineté alimentaire. Il nous appartient maintenant d'observer de manière critique et constructive et d'accompagner les demandes qui sont faites au niveau cantonal. •



# LA FILIÈRE LAITIÈRE DÉBLOQUE!

BERTHE DARRAS  
SECRÉTAIRE D'UNITERRE

**A** lors que nous étions en pleine crise du COVID-19, que nous étions en train de vivre une prise de conscience des consommateur.trice.s de l'importance d'une agriculture indigène, que les marchés à la ferme et self-services étaient pris d'assaut, que la sécurité de l'approvisionnement de notre pays et la souveraineté alimentaire étaient dans toutes les bouches, l'Interprofession du Lait a déposé le 23 avril une demande pour importer 1000 tonnes de beurre! Cette annonce a fait l'effet d'une bombe.

Quelques jours plus tard, nous réagissions en envoyant un courrier <sup>1</sup> à l'OFAG demandant de refuser catégoriquement cette demande. En effet, la fabrication de beurre à partir de matière première suisse est possible et plus que souhaitable! Les aberrations et l'opacité du système actuel nous ont amené à: Une partie du lait du segment B <sup>2</sup> sert à la fabrication de fromage à pâte molle vendu à l'exportation environ 3 Fr./kg.

- Comment cela est-il possible? Parce que le supplément pour le lait transformé en fromage est également versé sur ce lait segment B, ce qui est contraire à la loi: ce supplément ne doit aller que sur du lait segment A. Pour rappel, le lait segment B a été payé en moyenne 45,42 centimes par litre de lait en 2019.
- De plus, l'acheteur Mooh a annoncé dans son bulletin d'avril 2020 qu'à cause de l'effondrement brutal des prix internationaux du lait et de la poudre de lait lié à la crise du coronavirus, le prix du lait segment B est impacté et a déjà diminué de 3 centimes sur le mois d'avril pour arriver à 42 centimes. Et l'on peut s'attendre à une nouvelle baisse importante les prochains mois.

## NOUS DEMANDIONS DONC :

« UNE REVALORISATION DU PRIX DÉPART FERME, UN TRANSFERT D'UNE MAJORITÉ DU LAIT SEGMENT B, VERS LE SEGMENT A POUR LA FABRICATION DE BEURRE POUR LE MARCHÉ SUISSE. »

**A PEINE 2 SEMAINES AVANT CETTE BOMBE**, la Fédération des Producteurs Suisses de Lait nous a annoncé que "La mannequin Sarina Arnold est à nouveau l'égérie du beurre suisse". Quel choc! Vanessa Renfer a réagi à cette annonce. Voici quelques extraits de son coup de gueule:

"La Suisse connaît une pénurie de matière première dans le secteur laitier, entraînant l'impossibilité pour les usines de transformation d'assurer un approvisionnement suffisant en beurre. La faute à qui? Aux producteurs? Non!!! Aux acheteurs et à la grande distribution qui, à force de faire pression sur les prix, ont réussi à dégoûter des milliers de productrices et producteurs de lait (...). Et pendant ce temps, quelle est la réponse donnée par la faïtière des producteur.trice.s de lait? Embaucher un mannequin pour promouvoir le beurre helvétique... C'est bien connu qu'avec une jolie fille, on va résoudre la crise profonde qui continue de plonger dans le désarroi des milliers de familles paysannes! (...) Mais peut-être que quand on a une double casquette acheteur-producteur, on a un peu de peine à assumer son rôle au sein de la défense professionnelle?" <sup>3</sup>

**MALHEUREUSEMENT, NOS EFFORTS AURONT ÉTÉ VAINS.** L'OFAG a annoncé le 19 mai 2020 qu'il donnait l'autorisation d'importer ce beurre afin de compléter l'offre indigène. Maintenant, nous n'avons plus guère de doutes. L'office fédéral de l'agri-

culture n'a d'agricole que le nom. Car c'est bien vers l'agro-industrie que se tourne son regard. Pendant le petit mois qui s'est écoulé entre la demande de l'IP lait et la réponse de l'OFAG, une centaine de familles paysannes a cessé la production laitière. La porte pour des importations de masse vient de s'ouvrir. •

## POUR EN SAVOIR PLUS

<sup>1</sup> Pour retrouver l'ensemble de la lettre sur notre site: Uniterre / Accueil / Thematique / Lait / Lettre ouverte a l'OFAG

<sup>3</sup> Vous trouverez le courrier complet ici: Uniterre / Accueil / Thematique / lait / La mannequin Sarina Arnold

<sup>2</sup> Rapport agricole 2019  
Segmentation du marché laitier par catégorie de valorisation

**LAIT A.** Produits à haute valeur ajoutée bénéficiant d'une protection douanière ou d'aides (supplément pour le lait transformé en fromage, compensation du prix de la matière première).

**LAIT B.** Produits laitiers à valeur ajoutée restreinte, ne bénéficiant pas de protection douanière ni d'aides, destinés au marché intérieur et à l'exportation. (A la fabrication de pâtes molles, de poudre de lait écrémé, yogourts, autres produits frais pour l'exportation)

**LAIT C.** Produits à faible valeur ajoutée destinés au marché mondial. (par exemple poudre du lait)

## L'ALTERNATIVE



## POUR PLUS D'INFORMATIONS

rdv sur [www.faireswiss.ch](http://www.faireswiss.ch)  
Vous pouvez retrouver tous les points de vente au lien suivant:  
<https://www.faireswiss.ch/fr/points-vente>

## LES TERGIVERSATIONS DE BIO SUISSE

ROBIN DESBOIS

**CONDITIONS DE TRAVAIL PRÉCAIRES À ALMÉRIA.** Fin février, plus de 30 travailleurs et travailleuses de la ferme Haciendas Bio à Almeria - certifiée Bio Suisse et Demeter - ont écrit à la direction pour dénoncer leurs conditions de travail: Contrat de journaliers licenciés sans préavis, salaires inférieurs au minimum légal, heures supplémentaires non payées, souffre épandu dans des serres pendant que travaillent les ouvriers - sans habits de protection, installations sanitaires lamentables, etc. Ils ont exigé des améliorations immédiates et l'élection d'une commission représentant travailleuses et travailleurs. Face au silence de la direction, ils ont fait appel à un organe de médiation local. Dès qu'il l'a appris, Haciendas Bio a encore licencié sept travailleurs sous des prétextes fallacieux en mars dernier et le syndicat SOC-SAT a déposé de nouvelles plaintes.

**MÊME DANS LES FERMES BIO SUISSE.** Les conditions de travail précaires sont courantes dans l'agriculture intensive à Almeria. Ce qui est décevant, c'est de les rencontrer dans des entreprises certifiées Bio Suisse: Jusqu'à aujourd'hui, dans les régions connues pour être peu respectueuses des questions sociales, il n'y avait aucun contrôle des règles auxquelles doivent se conformer les entreprises certifiées! Haciendas Bio n'est d'ailleurs ni le premier ni le seul cas de conflit qui secoue des entreprises certifiées Bio Suisse à Almeria: Chez Bio Sabor, une autre entreprise certifiée, les violations des droits des travailleurs y sont tolérées depuis des années, un fait que l'émission de télévision "A Bon Entendeur" avait déjà critiqué l'année passée. Le communiqué d'Uniterre sur ces conflits avait aussi été ignoré par Bio Suisse.

**RESPECT DES RESSOURCES NATURELLES ET HUMAINES.** Les consommatrices et consommateurs choisissent les produits Bio parce (qu'ils pensent) qu'ils sont respectueux tant des ressources naturelles que des ressources humaines: Bio Suisse doit se positionner clairement face à ces conditions de travail précaires reposant largement, dans le bassin méditerranéen, sur l'exploitation éhontée de la main d'œuvre maghrébine immigrée.

**BIO SUISSE FINIT PAR PRÊTER L'OREILLE AUX CONFLITS DANS LES ENTREPRISES CERTIFIÉES.** Depuis 2018, Bio Suisse a fait la sourde oreille, niant que de mauvaises pratiques sociales existent dans des entreprises certifiées! Elle a fini par se réveiller en mai 2020 et a réalisé, avec Naturland d'Allemagne et Demeter International, un audit social chez Haciendas Bio qui a pour l'essentiel confirmé les conditions de travail précaires. Les trois organisations demandent:

- Le respect du Contrat Collectif de Travail par les entreprises agricoles
- L'élaboration de contrats garantissant la stabilité des places de travail et
- La possibilité pour les syndicats locaux de rencontrer les travailleurs et travailleuses.

Nous notons que l'audit a "oublié" de mentionner les licenciements abusifs de travailleurs et de demander leur réintégration. Malgré tout, l'audit est un pas positif! Reste à voir quels moyens seront mis en place par les trois organisations de certification pour imposer ces exigences aux entreprises. A plus long terme, Bio Suisse doit développer un système de contrôle performant, non seulement à Almeria, mais en Espagne et dans le bassin méditerranéen: Car c'est de là que proviennent la majeure partie des importations de fruits, légumes, amandes, noix, noisettes, huiles, vin et autres: Partout, les entreprises Bio doivent rémunérer travailleuses et travailleurs conformément aux Conventions Collectives de Travail locales et, en ce qui concerne l'Espagne, au salaire minimal (SMI) augmenté récemment par le gouvernement espagnol. Elles doivent faciliter l'élection de comités d'entreprise et s'abstenir de toute mesure de représailles contre leurs représentant.e.s, afin de permettre un dialogue social efficace, une base pour des conditions de travail décentes. •

## JOURNÉE DES LUTTES PAYSANNES

MATHIEU GENOUD  
UNITERRE, MARAÎCHER

**R**etour sur les actions du 17 avril 2020 en Suisse Romande entre rapprochement entre paysannes\* et militantes pour la justice sociale et climatique, formations et revendications paysannes pour la souveraineté alimentaire et pressions politique.

**17 AVRIL POUR UNE AGRICULTURE DE PROXIMITÉ.** À l'appel de la Via Campesina, Uniterre s'est mobilisé pour cette journée internationale des luttes paysannes placée en Suisse romande sous le slogan: "Je veux manger local, je soutiens les paysannes et pas qu'en temps de crise". Nous tenions ainsi à rappeler l'importance vitale de l'agriculture paysanne locale qui peut nous permettre de retrouver une certaine résilience alimentaire. Pour ce faire, le nombre d'actives dans le secteur primaire doit augmenter et le sacrifice des paysannes sur l'autel de la tertiarisation de l'économie et du libre-échange doit cesser. Ce 17 avril 2020 se voulait être un premier pas dans cette direction avec le lancement, conjointement avec Agriculture du Futur et le Mouvement pour une Agriculture Paysanne Citoyenne genevois (MAPC), du réseau romand de solidarité à l'agriculture paysanne (<https://agriculturedufutur.ch/reseau-solidaire>).

**RAPPROCHEMENT.** Uniterre et ses alliés ont mobilisé 30 fermes pour accueillir des personnes souhaitant s'impliquer dès ce jour symbolique et sur la durée au côté des paysannes de leur région. Dans les cantons du Jura, de Neuchâtel, de Vaud, de Genève et du Valais, une centaine de participantes sont venues découvrir et échanger sur les réalités de l'agriculture paysanne tout en donnant un coup de main aux paysannes qui les accueillent. Ce premier élan s'est déjà prolongé dans une dizaine de fermes qui peuvent compter sur le soutien régulier de dizaines de militantes. Uniterre espère ainsi recréer du lien entre le secteur de la production et celui de la consommation ainsi qu'entre les problématiques paysannes et climatiques. C'est avec la population, qui reste la meilleure alliée des paysannes, que l'on pourra obtenir un rapport de force permettant d'échafauder un système alimentaire résilient, écologique et valorisant pour les paysannes, basé sur les principes de la souveraineté alimentaire.

### « JE VEUX MANGER LOCAL ET PAS QU'EN TEMPS DE CRISE ! »

**FORMATIONS POUR UNE COMPRÉHENSION PARTAGÉE.** Uniterre a lancé dans la foulée du 17 avril une série de formations sur la souveraineté alimentaire et les luttes paysannes adressée aux militantes pour la justice sociale et climatique afin de les familiariser avec ces concepts et réalités. Nous pensons qu'il est important que la transition portée par ces mouvements se fassent l'écho des revendications paysannes. Uniterre s'engage ainsi, et continuera à s'engager pour que la voix des paysannes soit partie intégrante des réponses sociales et politiques apportées aux questions que soulèvent les inévitables adaptations au changement climatique.

**RENDICATONS AU CONSEIL FÉDÉRAL.** Le 17 avril a également été l'occasion pour Uniterre d'interpeller dans une lettre ouverte le Conseiller Fédéral Guy Parmelin pour lui signifier le "ras-le-bol" des paysannes face aux échecs successifs de 25 ans de politique agricole néolibérale. Pour chaque filière des mesures concrètes lui ont été soumises afin de garantir la pérennité de l'agriculture paysanne en Suisse et pour infléchir une politique agricole encore et toujours au service des acteurs industriels et d'un marché libéralisé et globalisé. •

\*Le féminin englobe évidemment l'ensemble des genres et a été choisi seul par contrainte d'espace.

## PERSPECTIVES D'AMÉLIORATION

MATHIAS STALDER  
SECRÉTAIRE D'UNITERRE

**L**e 15 juin 2020 à Berne, Agrisodu, Résistance au plat du jour et Uniterre ont organisé une conférence de presse sur le thème des conditions de travail des ouvrier\*ères agricoles et des paysan\*nes. Dans la première partie, les résultats d'une étude réalisée par deux historiens ont été présentés. Ils ont examiné les conditions de travail dans 9 cantons sur une période de 18 ans. Ils n'ont pas seulement mis l'accent sur les mauvaises conditions de travail des travailleurs agricoles, mais aussi sur les causes de cette misère. Une conclusion : les différences entre les législations cantonales (Contrat-type de travail (CTT)) concernant l'emploi dans l'agriculture sont très importantes et nuisent tant aux agriculteur\*trices qu'aux travailleur\*euses. Dans une deuxième partie, les effets de la pandémie du Covid 19 sur les travailleur\*euses migrant.e.s travaillant dans l'agriculture en Suisse et en Europe ont été présentés. Finalement, la conseillère nationale Meret Schneider (Les Verts) a présenté la proposition politique qu'elle souhaite donner dans ce contexte, à savoir une interpellation demandant l'inclusion de l'agriculture dans le code du travail. Elle critique vivement les abus dont sont victimes les travailleur\*euses agricoles : "Des semaines de travail de 55 à 60 heures avec un salaire net souvent inférieur à 3 000 francs par mois sont monnaie courante". Mme Schneider reconnaît la difficulté : elle estime qu'il est impossible de répercuter une majoration des coûts salariaux sur les agriculteur\*trices qui sont soumis à une forte pression sur la production. Elle demande si le Conseil fédéral voit une possibilité de cofinancer une partie des salaires des employé\*es agricoles par des subventions. Uniterre a une position critique face à cette proposition, mais salue le fait qu'elle génère un débat sur les conditions de vie dans l'agriculture et que cette question ne puisse plus être mise sous le tapis dans le débat politique. •

L'étude susmentionnée est disponible à l'adresse suivante : [www.agrisodu.ch](http://www.agrisodu.ch)

## VERS QUEL AVENIR SE TOURNER ?

MICHELLE ZUFFEREY  
SECRÉTAIRE D'UNITERRE

**A**venir suisse argumente dans "L'impasse de la relocalisation" que la relocalisation de l'agriculture en Suisse porterait préjudice à l'environnement, car elle irait de pair avec une intensification de la production "tout en imposant d'importer davantage de matières auxiliaires". Avenir suisse préconise donc "de diversifier les sources d'approvisionnement via la conclusion d'autant d'accords de libre-échanges que possible."

- Uniterre constate que les produits alimentaires importés sont dans leur grande majorité issus d'une production intensive, gourmande en intrants et qui créent des dégâts environnementaux irréversibles dans les pays exportateurs. Sans parler des émissions de CO2 qui sont produites par les transports sur de longues distances.
- Uniterre s'insurge contre le maintien d'un système alimentaire qui repose sur l'exploitation des ressources d'autres pays.
- Uniterre réfute la mise en opposition entre la protection environnementale et le renforcement de l'agriculture en Suisse: au contraire, le développement d'une agriculture agroécologique contribuera à la préservation de la biodiversité, des sols et de l'eau. •

## DANS NOS ASSIETTES !

**U**ne enquête de public Eye (juin 2020) révèle que «plus de 10 % des denrées alimentaires importées contrôlées par les autorités suisses en 2017 contenaient des résidus de pesticides bannis en Suisse en raison de leurs effets néfastes sur la santé ou l'environnement. Au total, pas moins de 52 pesticides interdits ont été détectés.» Cela démontre, une fois de plus, que les traités de libre échange ne sont pas une réponse pour la sécurité alimentaire suisse. Nous ne voulons pas seulement manger, nous voulons une nourriture saine pour toutes et tous ! Et il ne s'agit pas seulement de la santé des habitant.e.s de la Suisse, il s'agit de la santé des populations du monde. Comme le révèle l'étude, « parmi les pesticides interdits les plus souvent détectés figurent des substances commercialisées par le géant bâlois Syngenta, voire même exportées depuis la Suisse ces dernières années. »

Les multinationales font de juteux bénéfices grâce à la commercialisation de produits qui polluent l'environnement et rendent les gens malades et les coûts sur la santé publique et l'environnement qui en découlent sont à la charge de la société, donc nous ! •

Voir : <https://www.publiceye.ch/fr/thematiques/pesticides/des-pesticides-interdits-dans-nos-assiettes>





## PA22+: LA PAROLE EST À VOUS

VANESSA RENFER  
PAYSANNE ET SECRÉTAIRE D'UNITERRE

Les deux années à venir seront chargées au niveau du calendrier politique agricole. La gestion de l'après-crise Covid-19, le sujet brûlant de l'utilisation des produits phytosanitaires, et naturellement la discussion sur la future politique agricole pour les années 2022 et suivantes (PA22+). Dans ce contexte, nous avons besoin de vous!

Dans les semaines à venir, l'équipe d'Uniterre va se pencher sur la stratégie à adopter vis-à-vis des parlementaires en vue de l'élaboration de la PA22+ dans sa version définitive. Après l'étape de la consultation en 2019, au cours de laquelle Uniterre a pris position, le Conseil fédéral a élaboré un message et un projet, accompagné d'un budget, qu'il a soumis aux Chambres fédérales dans le but qu'il soit discuté au cours des prochaines sessions parlementaires. C'est donc grâce à nos contacts auprès des députés que nous aurons la possibilité d'influencer le débat.

### NOMBREUX POINTS DE DÉSACCORD

Il est difficile pour Uniterre d'être en phase avec les propositions du gouvernement. Les objectifs présentés sont souvent éloignés de la vision d'Uniterre, tout particulièrement en ce qui concerne la structure des exploitations, les méthodes de travail ou la rémunération des familles paysannes. Alors que le Conseil fédéral s'engage clairement dans la voie des négociations de libre-échange avec des pays plus ou moins lointains, Uniterre veut clairement et sans transiger une agriculture paysanne durable qui permette d'assurer un revenu décent aux personnes qui travaillent la terre. Sans compter que ces accords de libre-échange sont également néfastes pour les productrices et producteurs des pays exportateurs, avec accaparement de terres, hausse des prix des denrées indigènes et travail à la limite de l'esclavagisme. Ces faits vont à l'encontre totale de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales que la Suisse a pourtant acceptée en 2018. Nous attendons donc de notre gouvernement un projet de politique agricole qui soit très concret, et en accord avec le positionnement de la Suisse sur les questions sociales, climatiques et environnementales.

### LE BON MOMENT POUR S'EXPRIMER

La période n'est pas idéale pour nombre de familles paysannes, entre foins écologiques, moissons, regains, il est difficile de trouver un moment pour mener ces réflexions. Pourtant nous sommes d'avis que c'est de vous paysannes et paysans que doivent venir les critiques concernant la politique agricole. Vous êtes les expert.e.s dans le domaine. Tous les jours de l'année à pied d'œuvre sur votre ferme. Quels sont vos plus grands problèmes, quelles difficultés rencontrez-vous? Que faut-il changer ou améliorer? Nul besoin de longs discours, ou de dissertation sur trois pages. Envoyez-nous un mail, ou téléphonez-nous, et faites-nous savoir ce qui vous choque, vous met en colère, et surtout, quels sont vos espoirs et vos souhaits? Plus nous aurons d'avis, plus nous pourrions brosser un tableau réaliste de ce que la paysannerie en Suisse attend de la classe politique. La crise Covid-19 a retardé tout le calendrier politique, alors profitons au moins de ce répit pour montrer nos revendications.

Contact: v.renfer@uniterre.ch

**RESPIBOL BOLUS aux plantes**

 **Soutien respiratoire**  
veaux, élevage et engraissement

**LGC** LGC SA 026 913 79 84  
LANDING GEN & CO 1627 Vaulruz www.lgc-sa.ch

**N'OUBLIEZ PAS VOTRE COTISATION À UNITERRE!**

Nous avons reçu à ce jour 75% de vos cotisations, et nous vous en remercions infiniment.

Nous en profitons pour souhaiter la bienvenue aux nombreux nouveaux membres!

Il nous manque cependant encore un quart des cotisations. Uniterre tourne en grande partie grâce à votre cotisation. Quand celles-ci n'arrivent pas à temps, cela met Uniterre dans une situation délicate.

Merci d'y penser ces prochains jours!

Banque Raiffeisen Broje Vully Lacs  
1564 Domdidier  
CCP de la Raiffeisen 17-1378-2  
IBAN CH51 8080 8001 7187 4383 5

 **Initiative multinationales responsables**

**STOP HUILE DE PALME**


RÉFÉRENDUM CONTRE L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE AVEC L'INDONÉSIE

**LE COURRIER**

**Votre abonnement, la garantie d'un média indépendant**

**Essai Web 2 mois: CHF 19.-**

[www.lecourrier.ch](http://www.lecourrier.ch)

 **Uniterre** Crésus  
Crésus Comptabilité Crésus Salaires Crésus Facturation

## AGENDA

**LA SEMAINE DU GOÛT**  
du 17 au 27 septembre 2020  
[www.gout.ch](http://www.gout.ch)



## LES SECTIONS D'UNITERRE

Les sections cantonales sont la colonne vertébrale d'Uniterre. Devenez membre et engagez-vous dans le travail des sections!

**Neuchâtel** Philippe Reichenbach 079 640 89 63

**Genève** Ruedi Berli 078 707 78 83

**Fribourg** Laurent Curty 079 508 86 35

**Vaud** André Muller 021 652 75 50

**Jura** 021 601 74 67

**Chablais** Pierre Moreillon 024 499 21 17

**Valais** contact: 078 640 82 50  
Uniterre veut relancer une section

**Deutschschweiz** Mathias Stalder 076 409 72 06

## IMPRESSUM

**Secrétariat / Publicité**  
Uniterre, av. du Grammont 9, 1007 Lausanne,  
021 601 74 67 [www.uniterre.ch](http://www.uniterre.ch) [info@uniterre.ch](mailto:info@uniterre.ch)

**Responsables du journal**  
Ulrike Minkner, [u.minkner@uniterre.ch](mailto:u.minkner@uniterre.ch)  
Michelle Zufferey, [m.zufferey@uniterre.ch](mailto:m.zufferey@uniterre.ch)

**Abonnements et changements d'adresse**  
Claude Mudry, 079 365 76 10, [c.mudry@uniterre.ch](mailto:c.mudry@uniterre.ch)

**Traductions**  
Michael Huber  
Bureau

**Photographies/ Illustrations**  
Eric Roset 1,2,4  
Ferme de La Lizerne 7

**Imprimerie**  
Imprimerie du Journal de Sainte-Croix et Environs  
1450 Sainte-Croix, 024 454 11 26  
Imprimé sur papier certifié FSC-Mix.